

In Extenso

In Extenso IDF AUDIT

63 ter avenue Edouard Vaillant

CS80137

92517 Boulogne -Billancourt cedex

Tél : +33 (0) 1 72 29 60 00

Fax : +33 (0) 1 72 29 60 61

www.inextenso.fr

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE FONDS DE DOTATION

Fonds de dotation régi par la Loi du 4 Août 2008

244, rue de Vaugirard
75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE FONDS DE DOTATION

Fonds de dotation régi par la Loi du 4 Août 2008

244, rue de Vaugirard

75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'Assemblée Générale du fonds de dotation PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE FONDS DE DOTATION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE FONDS DE DOTATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'information portée dans la note « Changement de méthode comptable » concernant le changement de méthode comptable suite à la première application du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative à la première application du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fonds de dotation, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Boulogne-Billancourt, le 22 juillet 2021

Le commissaire aux comptes

In Extenso IDF Audit



Jean-Christophe LABOURDETTE

Bilan association

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois) | | Variation |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| | Brut | Amort.prov. | Net | Net | |
| Capital souscrit non appelé | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | |
| Immobilisations financières | | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres | | | | | |
| TOTAL (I) | | | | | |
| Actif circulant | | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | |
| Créances | | | | | |
| . Créances clients, usagers et comptes rattachés | 2 280 | | 2 280 | 2 280 | |
| . Créances reçues par legs ou donations | | | | | |
| . Autres | 2 500 000 | | 2 500 000 | 550 000 | 1 950 000 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | | |
| Disponibilités | 1 354 186 | | 1 354 186 | 803 994 | 550 192 |
| Charges constatées d'avance | | | | | |
| TOTAL (II) | 3 856 466 | | 3 856 466 | 1 356 274 | 2 500 192 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | |
| Ecarts de conversion actif (V) | | | | | |
| TOTAL ACTIF | 3 856 466 | | 3 856 466 | 1 356 274 | 2 500 192 |

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le | Exercice précédent | Variation |
|---------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------|
| | 31/12/2020 (12 mois) | 31/12/2019 (12 mois) | |
| Fonds propres | | | |
| <i>Fonds propres sans droit de reprise</i> | | | |
| . Fonds propres statutaires | 15 000 | | 15 000 |
| . Fonds propres complémentaires | | | |
| <i>Fonds propres avec droit de reprise</i> | | | |
| . Fonds statutaires | | | |
| . Fonds propres complémentaires | | | |
| Ecart de réévaluation | | | |
| <i>Réserves</i> | | | |
| . Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| . Réserves pour projet de l'entité | | | |
| . Autres | | | |
| Report à nouveau | 3 025 | 1 180 | 1 845 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 534 | 1 844 | - 1 310 |
| Situation nette (sous total) | 18 558 | 3 025 | 15 533 |
| Fonds propres consommables | 2 334 970 | 1 350 015 | 984 955 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | | |
| TOTAL (I) | 2 353 528 | 1 353 040 | 1 000 488 |
| Fonds reportés et dédiés | | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | |
| Fonds dédiés | | | |
| TOTAL (II) | | | |
| Provisions | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| TOTAL (III) | | | |
| Dettes | | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 280 | 2 280 | |
| Dettes des legs ou donations | | | |
| Dettes fiscales et sociales | 613 | 954 | - 341 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 1 500 045 | | 1 500 045 |
| Instruments de trésorerie | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| TOTAL (IV) | 1 502 938 | 3 234 | 1 499 704 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | |
| TOTAL PASSIF | 3 856 466 | 1 356 274 | 2 500 192 |
| Engagements reçus | | | |
| Engagements donnés | | | |

Compte de résultat association

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois) | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------|---------------|
| | Total | Total | | |
| Produits d'exploitation | | | | |
| Cotisations | | | | |
| Ventes de biens et services | | | | |
| Ventes de biens | | | | |
| dont ventes de dons en nature | | | | |
| Ventes de prestations de services | 2 242 | 2 248 | - 6 | -0,27 |
| dont parrainages | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | | | | |
| Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | |
| Dons manuels | | | | |
| Mécénats | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| Contributions financières | | | | |
| Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge | | | | |
| Utilisations des fonds dédiés | | | | |
| Autres produits | 1 540 045 | 199 985 | 1 340 060 | 670,08 |
| Total des produits d'exploitation (I) | 1 542 287 | 202 233 | 1 340 054 | 662,63 |
| Charges d'exploitation | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variations stocks | | | | |
| Autres achats et charges externes | 2 242 | 2 248 | - 6 | -0,27 |
| Aides financières | 1 540 275 | 199 985 | 1 340 290 | 670,20 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | | |
| Salaires et traitements | | | | |
| Charges sociales | | | | |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | | | | |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Reports en fonds dédiés | | | | |
| Autres charges | | | | |
| Total des charges d'exploitation (II) | 1 542 517 | 202 233 | 1 340 284 | 662,74 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II) | -230 | | - 230 | N/S |
| Produits financiers | | | | |
| De participations | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances d'actif | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 005 | 2 426 | - 1 421 | -58,57 |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | |
| Total des produits financiers (III) | 1 005 | 2 426 | - 1 421 | -58,57 |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements | | | | |
| Total des charges financières (IV) | | | | |
| RESULTAT FINANCIER (III – IV) | 1 005 | 2 426 | - 1 421 | -58,57 |

| | Exercice clos le 31/12/2020 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2019 (12 mois) | Variation | % |
|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------|---------------|
| | Total | Total | | |
| RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV) | 775 | 2 426 | - 1 651 | -68,05 |
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | |
| Total des produits exceptionnels (V) | | | | |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions | | | | |
| Total des charges exceptionnelles (VI) | | | | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | | | | |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | |
| Impôts sur les sociétés (VIII) | 241 | 582 | - 341 | -58,59 |
| Total des produits (I + III + IV) | 1 543 292 | 204 659 | 1 338 633 | 654,08 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 1 542 758 | 202 815 | 1 339 943 | 660,67 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 534 | 1 844 | - 1 310 | -71,04 |
| Evaluation des contributions volontaires en nature | | | | |
| Produits | | | | |
| . Dons en nature | | | | |
| . Prestations en nature | | | | |
| . Bénévolats | | | | |
| Total | | | | |
| Charges | | | | |
| . Secours en nature | | | | |
| . Mise à disposition gratuite de biens et services | | | | |
| . Prestations | | | | |
| . Personnel bénévole | | | | |
| Total | | | | |

ANNEXE

Principes comptables généraux

Les comptes annuels ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable

La première application du règlement ANC n°2018-06 a entraîné un changement de méthode comptable n'impactant pas la présentation des comptes, outre la présentation des tableaux en annexe. Aucune modification n'a été apportée aux comptes des exercices antérieurs présentés.

Notes sur le bilan actif

| Etat des créances | Montant brut | A un an | A plus d'un an |
|---------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|
| Actif immobilisé Actif circulant et charges d'avance | 2 502 280 | 2 502 280 | |
| TOTAL | 2 502 280 | 2 502 280 | |

| Produits à recevoir | Montant |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Immobilisations financières Clients et comptes rattachés Autres créances Disponibilités | 2 280 2 500 000 |
| TOTAL | 2 502 280 |

Notes sur le bilan passif

| Etat des dettes | Montant total | A moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|-----------------------------|------------------|------------------|--------------|---------------|
| Etablissements de crédit | | | | |
| Dettes financières diverses | | | | |
| Fournisseurs | 2 280 | 2 280 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 613 | 613 | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| Autres dettes | 1 500 045 | 1 500 045 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 1 502 938 | 1 502 938 | | |

| Charges à payer par postes du bilan | Montant |
|--------------------------------------------------------|------------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Fournisseurs | 2 280 |
| Dettes fiscales et sociales | |
| Autres dettes | 1 500 045 |
| TOTAL | 1 502 325 |

Notes sur le compte de résultat

| Honoraires des commissaires aux comptes | Montant HT |
|---------------------------------------------------------------------|--------------|
| -Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes annuels | 1 810 |
| -Autres honoraires facturés | |
| TOTAL | 1 810 |

Informations relatives aux dotations

| | Solde initial | Augmentation | Consommation | Solde final |
|------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dotations consommables | 1 350 015 | 2 525 000 | 1 540 045 | 2 334 970 |
| TOTAL | 1 350 015 | 2 525 000 | 1 540 045 | 2 334 970 |



In Extenso

In Extenso IDF AUDIT

63 ter avenue Edouard Vaillant

CS80137

92517 Boulogne -Billancourt cedex

Tél : +33 (0) 1 72 29 60 00

Fax : +33 (0) 1 72 29 60 61

www.inextenso.fr

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE FONDS DE DOTATION

Fonds de dotation régi par la Loi du 4 Août 2008

244, rue de Vaugirard
75015 PARIS

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE FONDS DE DOTATION

Fonds de dotation régi par la Loi du 4 Août 2008

244, rue de Vaugirard

75015 PARIS

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale du fonds de dotation PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE FONDS DE DOTATION,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre fonds de dotation, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

BOULOGNE-BILLANCOURT, le 22 juillet 2021

Le commissaire aux comptes

In Extenso IDF Audit


Jean-Christophe LABOURDETTE

